



ROYAUME DE MAROC

Ministère du
Développement Social,
de la Famille et de la Solidarité

Ministère
de la Justice

Programme

**« Appui à l'application du code de la famille
par la facilitation de l'accès des femmes aux
services de la justice »
Genre et Gouvernance Démocratique**



Contexte

Le code de la famille, entré en vigueur le 5 février 2004, constitue une avancée historique en matière de promotion et de protection des droits des femmes et des enfants.

Dans cette optique, des Sections de la justice de la famille ont été créées au sein des Tribunaux de Première Instance. Ces Sections de la justice de la famille veillent à garantir la mise en œuvre du code de la famille et à instituer une juridiction appropriée et spécialisée dans les questions familiales. Ces mesures s'inscrivent dans le programme de modernisation du Ministère de la Justice qui s'articule autour de 4 axes principaux: la modernisation; la formation; la moralisation et la communication.

La réforme de la justice constitue une priorité nationale. SM Le Roi Mohamed VI a, en effet, déclaré dans son discours du 20 août 2009 qu'il était nécessaire de: « simplifier les procédures et d'en garantir la transparence, d'améliorer la qualité des jugements et des prestations judiciaires, de faciliter l'accès des justiciables aux différentes juridictions du pays... », et a donné les orientations stratégiques pour la réforme de la justice en six axes majeurs. Il s'agit de:

- la consolidation des garanties de l'indépendance de la justice ;
- la modernisation de son cadre normatif ;

Niveaux d'intervention et Actions stratégiques

**Au niveau national:
Ministère de la Justice
Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité**

Le programme renforcera l'action des deux Ministères pour améliorer la gouvernance de la justice de la famille et le pilotage au niveau central du suivi de l'application du code de la famille, à travers :

Le développement d'une plate forme stratégique de partenariat et de communication entre le Ministère de la justice, le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité, et les autres acteurs gouvernementaux en matière de mise en œuvre du code de la famille et d'amélioration de l'accès des femmes aux services des sections de la justice de la famille

Le développement d'indicateurs reflétant le degré de satisfaction des justiciables, selon une perspective genre des prestations des sections de la justice de la famille

Le développement par le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité de données et analyse relatives aux questions sociales induites par l'application du code de la famille

La facilitation par le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité du partenariat avec les acteurs locaux, notamment les ONGs en vue de créer une dynamique et une mobilisation intersectorielle au niveau local

- la mise à niveau de ses structures et de ses ressources humaines ;
- l'amélioration de l'efficacité judiciaire;
- l'ancrage des règles de moralisation de la justice ;
- la mise en œuvre optimale de la réforme.

But du programme

Renforcement de la gouvernance de la justice selon une perspective de genre pour la facilitation de l'accès des femmes aux services de la justice et une meilleure application du code de la famille.

Résultats du programme

Des mécanismes institutionnels sont consolidés, mis en place, fonctionnels et efficaces avec un système de suivi et évaluation de la mise en œuvre du code de la famille et assurant un feedback au niveau des politiques à différents niveaux.

Les femmes ont un meilleur accès aux services des sections de la justice de la famille pilotes et les informations et les procédures en matière d'application du code de la famille leur sont communiquées.

**Au niveau des sections de la justice de la famille des sites pilotes
Beni mellal, Casablanca, Khénifra, Oujda et Tanger**

Il s'agit d'appuyer la mise en place de guichets d'information judiciaire au sein des sections de la justice de la famille pilotes, et d'impulser une mobilisation intersectorielle, à travers :

La réalisation d'une étude organisationnelle sur le processus de traitement des dossiers et des jugements moyennant des démarches participatives incluant tous les intervenants

La mise en place de guichets d'information judiciaire au sein des sections de la justice de la famille pilotes pour améliorer l'accès des justiciables au service de la justice selon une perspective de genre

L'appui au renforcement des capacités des acteurs locaux en vue de créer une dynamique et une mobilisation intersectorielle au niveau local pour le suivi de l'impact de l'application du code de la famille

Le développement de systèmes de production de données (judiciaires, processus de gestion, attentes des justiciables) concernant l'application du code de la famille et l'amélioration des stratégies de diffusion

La réalisation d'études et enquêtes qualitatives et quantitatives concernant l'accès des femmes aux services de la justice ainsi que sur les questions clés liées au code de la famille au niveau local

Partenaires et parties prenantes

- Le Ministère de la Justice, les Sections de la Justice de la Famille pilotes.
- Le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité.
- Les professions juridiques, les universités, les associations de droits des femmes, des enfants et de la famille.
- L'ONU Femmes.
- Le Système des Nations Unies et des agences de coopération bilatérales.

Mécanismes institutionnels

Mise en œuvre du programme par le Ministère de la Justice ainsi que le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité avec l'appui technique de l'ONU Femmes, en tant qu'agent d'exécution.

- Un comité de pilotage, coprésidé par le Ministère de la Justice et le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité et composé de représentants des institutions publiques et les représentants de la société civile.
- Un comité technique, constitué de Représentants du Ministère de la Justice, du Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité et d'ONU Femmes.

- Une unité de gestion du programme, pour assurer la gestion et la coordination du programme.
- La durée du programme : 2010-2013

Suivi et évaluation

Le suivi du programme, est assuré à travers les réunions des comités impliquant l'ensemble des partenaires du programme.

L'évaluation mi-parcours du programme, permet de capitaliser les enseignements à tirer de l'expérience et de partager les « meilleures pratiques » en matière de genre et de gouvernance démocratique dans le secteur de la justice.

L'évaluation finale, afin de mesurer le degré d'atteinte des résultats escomptés ainsi que l'identification de pistes pour l'élargissement du partenariat et la mobilisation de ressources additionnelles.



KINGDOM OF MOROCCO

Ministry of
Social Development
Family and Solidarity

Ministry
of Justice

Program

Support to the implementation of the family code by facilitating women access to the justice services »
- Gender and Democratic Governance -



Context

The new family code, coming into effect on February 5, 2004, constitutes a historic progress in terms of promotion and protection of women's and children's rights.

To guarantee the implementation of the family code and to institute appropriate family courts specializing in family issues, Family Justice Sections were created within Magistrates' Courts. These measures lie within the scope of the modernization program of the Ministry of Justice which has four components, namely: modernization; training; raising of moral standards and communication.

The reform of the justice system constitutes a national priority, in fact, His Majesty King Mohamed VI, proclaimed in his speech of August 20, 2009 that is necessary to: « simplify the procedures and to guarantee their transparency, to improve the quality of justice decisions and services provision, to facilitate user's access to different courts all over the country ... », and delineated six strategic directions for the reform of justice:

- The strengthening of guaranties for the independence of the justice system;
- The modernization of its normative framework ;
- The upgrading of its structures and human resources ;

Intervention levels and Strategic actions

At the national level :
Ministry of Justice and Ministry of Social Development, Family and Solidarity

This intervention level will strengthen the action of the two ministries to improve the governance of the family code and to pursue at the central level the follow up of the family code implementation, through:

The development of a strategic partnership and communication platform between the Ministry of Justice and the Ministry of Social Development, Family and Solidarity and other governmental actors in relation to the implementation of the family code and the improvement of women's access to the services of the family justice sections

The development of gender-sensitive indicators reflecting the degree of satisfaction of the users with the services provided by the family justice sections

The production and dissemination by the Ministry of Social Development, Family and Solidarity of data and analysis of issues raised by the implementation of the family code

The support by the Ministry of Social Development, Family and Solidarity of a partnership with the local actors, namely the NGOs so as to create a dynamic and intersectoral mobilization at the local level

- The improvement of the effectiveness of the justice system;
- The embedding of moral standards in the justice system ;
- The optimal implementation of the reform.

The program's objective

To strengthen the governance of the justice system from a gender perspective in order to facilitate women's access to justice services and to ensure a better implementation of the family code.

The program's results

Institutional mechanisms are consolidated, set up, operational and effective with a follow up and an assessment system for the family code implementation; and to ensure feedback at the level of the policies at different levels.

Women have a better access to the services of the pilot family justice sections, and relevant information and procedures related to the implementation of the family code are communicated to them in a timely manner.

**At the level of the family justice sections of the pilot sites:
Beni Mellal, Casablanca, Khenifra, Oujda and Tangier**

This level is about supporting the setting up of judicial information kiosks within the pilot family justice sections and improving intersectoral mobilization through:

The conduct of an organizational audit on the file processing and the legal decisions procedure using a participatory approach involving all stakeholders

The gender-responsive setting up of judicial information kiosks within the pilot family justice sections to improve the users' access to justice services

The strengthening of the local actors' capacities in order to create a dynamic and an intersectoral mobilization at the local level for the follow up of the family code implementation

The setting up of a data output system (judicial, management process, user's expectations) as regards the family code implementation and improvement of dissemination strategies

The conduct of studies and qualitative and quantitative survey relating to women's access to justice services and to key issues regarding the family code at the local level

Partners and participating parties

- The Ministry of Justice, and the family justice sections pilot
- The Ministry of Social Development, Family and Solidarity
- Legal professions, Universities and Women, Children and Family rights associations
- UN Women
- The United Nations System and bilateral cooperation agencies

- A program management unit to ensure the program management and coordination.
- The program duration : 2010-2013

Follow up and assessment

The program follow-up: through meetings of different committees gathering all the program's partners.

The program midterm review to capitalize the lessons learned to draw from the experience and to share the «best practices» as regards gender and democratic governance within the justice sector.

The final assessment: in order to measure the reaching of the expected results as well as the identification of paths to widen the partnership and the mobilization of additional resources.

Institutional and management arrangements

A program will be implemented by the Ministry of Justice and the Ministry of Social Development, Family and Solidarity with the technical support of the UN Women as an executive agency.

- The steering committee co-directed by the Ministry of Justice and the Ministry of Social Development, Family and Solidarity and composed of representatives of public institutions and of civil society representatives.
- A technical committee composed of representatives of the Ministry of Justice and of the Ministry of Social Development, Family and Solidarity, and of the UN Women.

With support of





REINO DE MARRUECOS

Ministerio de
Desarrollo Social,
Familia y Solidaridad

Ministerio
de Justicia

Programa

**Apoyo a la aplicación del Código de la Familia,
facilitando el acceso de las mujeres a los
servicios de justicia »**

- Género y Gobernabilidad Democrática -



Contexto

El nuevo Código de la Familia que entró en vigor el 5 de febrero de 2004 es supone un paso histórico en la promoción y protección de los derechos de las mujeres y los/as niños/as.

En este sentido, las Secciones de Justicia de la familia fueron creadas en los Juzgados de Primera Instancia. El papel de estas Secciones de Justicia de la Familia será el garantizar la puesta en marcha del Código de la familia así como la institución de una jurisdicción apropiada y especializada en las cuestiones familiares. Estas medidas se inscriben en el marco del Programa de Modernización del Ministerio de Justicia, el cual se articula alrededor de cuatro ejes principales, a saber: la modernización, la formación, la comunicación y la moralización de la justicia.

La reforma de la justicia constituye una prioridad nacional. En efecto, Su Majestad el Rey Mohamed VI aludió en su discurso del 20 de agosto de 2009 a la necesidad de « simplificar los procedimientos y garantizar la transparencia, mejorar la calidad de las sentencias y de las prestaciones así como facilitar el acceso de los justiciables a las distintas jurisdicciones del país (...)» haciendo mención asimismo a las orientaciones estratégicas de la reforma de la justicia, en los siguientes seis ejes mayores:

- la consolidación de las garantías de independencia de la justicia ;
- la modernización de su marco normativo ;
- la actualización de sus estructuras y de sus recursos humanos ;
- la mejora de la eficiencia judicial ;
- el anclaje de las normas de la justicia moral;
- la puesta en marcha optima de la reforma.

Objetivo del programa

Reforzamiento de la gobernanza de la justicia según una perspectiva de género para la facilitación del acceso de las mujeres a los servicios de justicia y una mejor aplicación del Código de la familia.

Resultados del programa

Mecanismos institucionales consolidados, puestos en marcha, funcionales y eficaces con un sistema de seguimiento y evaluación de la aplicación del Código de la familia y asegurando la información de los políticos a distintos niveles.

Las mujeres tienen mejor acceso a los servicios de las secciones de justicia de la familia pilotos y se les ha comunicado los procedimientos e informaciones pertinentes en materia de aplicación del Código de la familia.

Niveles de intervención y acciones estratégicas

A nivel nacional: Ministerio de Justicia y Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad

El programa fortalecerá la acción de los dos ministerios para mejorar la gobernanza de la justicia de la familia y el pilotaje a nivel central del seguimiento de la aplicación del Código de Familia, a través de:

El desarrollo de una plataforma de asociación estratégica y de comunicación entre el Ministerio de Justicia, el Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad, y otros agentes gubernamentales en materia de aplicación del Código de la familia y de mejora del acceso de las mujeres a los servicios de las secciones de justicia de la familia

El desarrollo de indicadores que reflejen el nivel de satisfacción de los justiciables según una perspectiva género de los servicios prestados por las secciones de justicia de la familia

La producción por parte del Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad de los datos y análisis relativos a las cuestiones sociales derivadas de la aplicación del Código de la familia

La facilitación por parte del Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad de alianzas con los agentes locales, sobre todo las ONGs afin de crear una dinámica y una movilización intersectorial a nivel local

A nivel de las secciones de justicia de la familia de las localidades pilotos: Beni Mellal, Casablanca, Khenifra, Oujda y Tánger

Se trata de apoyar la puesta en marcha de los puntos de información judicial dentro de las secciones de la justicia de la familia pilotos y estimular una movilización intersectorial, a través de:

La realización de un estudio organizacional sobre el proceso de tratamiento de los expedientes y los juicios a través de iniciativas participativas que incluyen todos los participantes

La puesta en marcha de puntos de información judicial dentro de las secciones de justicia de la familia pilotos para mejorar el acceso de los justiciables al servicio de la justicia según una perspectiva de género

El apoyo al fortalecimiento de las capacidades de los agentes locales afin de crear una dinámica y una movilización intersectorial a nivel local para el seguimiento del impacto de la aplicación del Código de la familia

El desarrollo de los sistemas de producción de datos (judiciales, procesos de gestión, peticiones de los justiciables) relativo a la aplicación del Código de la familia y la mejora de las estrategias de difusión

La realización de estudios y encuestas cualitativas y cuantitativas relativas al acceso de las mujeres a los servicios de justicia así como sobre las cuestiones esenciales ligadas al Código de la familia a nivel local

Socios y partners

- El Ministerio de Justicia
- El Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad
- Las profesiones jurídicas, las universidades, las asociaciones de derechos de las mujeres, los/as niño/as y de la familia
- ONU Mujeres
- El Sistema de las Naciones Unidas y de las agencias de cooperación bilaterales

Mecanismos institucionales

Puesta en marcha del programa por el Ministerio de Justicia así como el Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad con el apoyo técnico de ONU Mujeres como agente de ejecución.

- Un comité de pilotaje, copresidido por el Ministerio de Justicia y el Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad y constituido por representantes de instituciones públicas y lo/as representantes de la sociedad civil.

- Un comité técnico: constituido por el Ministerio de Justicia, el Ministerio de Desarrollo Social, Familia y Solidaridad y ONU Mujeres.

- Una unidad de gestión del programa, para garantizar la gestión diaria y la coordinación del programa.

- La duración del programa : 2010-2013

Seguimiento y evaluación

Seguimiento del proyecto: a través las reuniones de los diferentes comités implicando todos los socios del programa.

Evaluación intermedia del programa para capitalizar las enseñanzas derivadas de la experiencia y para compartir 'las buenas prácticas' en materia de género y de gobernanza democrática en el sector de la justicia.

Evaluación final: destinada a medir el grado de alcance de los resultados así como la identificación de las vías para la ampliación de la asociación y la movilización de los recursos adicionales.

Con el apoyo de



ntidad de las Naciones Unidas para la Igualdad de Género y El Empoderamiento de las Mujeres